



L'EUROPE INVESTIT EN PICARDIE



COMPÉTITIVITÉ - SOUTIEN AUX ACTIVITÉS ÉCONOMIQUE - TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION
ÉNERGIE ET ENVIRONNEMENT - ACCÈS À L'EMPLOI - DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL





Éditorial

L'Europe investit en Picardie

L'Union européenne, on l'ignore trop souvent, œuvre chaque jour à la réalisation de projets concrets sur notre territoire.

Elle accompagne le développement économique. Elle soutient la recherche. Elle aide le monde rural, à produire, à se diversifier. Elle lutte contre la fragilité de certains de nos quartiers urbains, contre l'illettrisme, ou encore contre la désertification médicale. Elle combat les discriminations. Elle préserve l'environnement. Voilà autant de domaines où l'Europe, par son intervention financière, montre toute son utilité et son importance.

En Picardie trois fonds européens sont mobilisés au service du développement de la région : le Fonds européen de développement régional (FEDER), le Fonds social européen (FSE) et le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER). Pour la période 2007-2013, ces fonds apportent plus de 370 M€. Aux côtés des crédits d'État et des collectivités, ces financements soutiennent les projets des associations, des PME, des chambres consulaires, des collectivités, des exploitants agricoles. Ils contribuent à l'emploi, l'accès au savoir et à la connaissance, à la compétitivité de l'économie, à l'amélioration de la qualité de vie...

En Picardie, à ce jour, le programme 2007-2013 a déjà soutenu près de 2 000 projets. Ce fascicule vous propose d'en découvrir quelques uns. Leur diversité, leur pertinence témoignent de l'implication de l'Europe au service de nos concitoyens, de nos entreprises, de nos territoires.

Michel DELPUECH
Préfet de la région Picardie
Préfet de la Somme



Éditorial

L'Europe en Picardie ? Une réalité au quotidien !

L'éventail des projets présentés dans ce recueil illustre bien la variété des actions que les fonds européens peuvent soutenir : variété des thèmes, variété des porteurs de projets, variété des territoires.

De l'accueil touristique en milieu rural au laboratoire de recherche, du développement des énergies renouvelables au portail Internet, autant d'initiatives picardes qui ont pu se concrétiser, autant de réussites permises grâce à l'Europe.

Les fonds européens sont souvent le catalyseur qui déclenche d'autres financements, nationaux, régionaux, départementaux, locaux..., qui permettent de passer de l'idée au projet.

Je gage que ce recueil vous donnera l'envie de "franchir le pas" et de vous dire " Oui, c'est possible, l'Europe peut m'accompagner ".

Nous sommes là pour vous y aider.

Claude GEWERC
Président du conseil régional
de Picardie

Table des matières

Compétitivité	5
Soutien aux activités économiques	16
Technologie de l'information et de la communication	27
Énergie et environnement	35
Accès à l'emploi	43
Développement territorial.....	53
Index par thème	58

Compétitivité



L'informatique au service de l'anesthésie

Fondée par Serge Largillière, un ancien ingénieur en chef du CHU d'Amiens, l'entreprise Bow Medical s'est imposée en dix ans, comme une société leader sur le marché français des logiciels médicaux.

Et ce, grâce à l'une de ses innovations majeures : la suite logicielle Diane, un dossier patient informatisé couvrant l'ensemble des phases du processus anesthésique, depuis la consultation, jusqu'au réveil en passant par l'opération : « Ce progiciel a pour fonction de récupérer et de sauvegarder automatiquement l'ensemble des données issues des équipements biomédicaux », explique Serge Largillière, directeur de l'entreprise. « En lien permanent avec les autres applications du système d'information (serveur d'identité patient, dossier médical commun, serveur de résultats de laboratoire..), Diane permet non seulement à l'anesthésiste de saisir toutes les données liées à son activité, mais aussi d'accéder à toute l'information dont il pourrait avoir besoin. Ce système

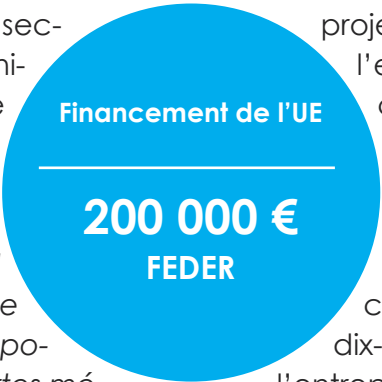
concourt ainsi à l'amélioration de la qualité des soins, à la sécurité et à la diminution des coûts ».

« Une grande plus-value médicale »

Egalement développée pour le secteur des soins intensifs, de la réanimation et de l'obstétrique, la suite logicielle permet à l'entreprise Bow Medical de répondre à l'ensemble des besoins des services de soins critiques : « Cet outil apporte une grande plus-value médicale en établissant des propositions d'antibiotiques ou des alertes médicamenteuses », poursuit le directeur.

Création de nouveaux emplois

L'investissement nécessaire au développement du nouveau progiciel Diane Réanimation s'est élevé à 680 000 euros, dont 200 000 euros financés via le FEDER. Un projet porteur de croissance pour l'entreprise, qui a déjà vu son chiffre d'affaires passer de 2,33 millions en 2009 à 3,97 millions d'euros en 2010. Au total, le développement de la suite logicielle a entraîné la création de trois emplois sur les dix-sept que compte aujourd'hui l'entreprise.



DIANE

“ Votre Solution d'Informatisation de l'Anesthésie ”

Ergonomique
Performant

Fonctionnel
Evolutif



Le maître de la RU de Lille
(référence)



11 établissements de soins - 103 services - 25 cliniques - 50 000 anesthésies par an

Identité patients - structures - sommaires

Dossier patient

Programmation de bloc

Serveur de résultats de biologie

Équipements biomédicaux

Gestion des réserves sans

de données externes

24 bureaux de consultations
pré-anesthésiques

40 outils mobiles pour la visite
pré-anesthésique et la consultation de poche

100 sites anesthésiques - Connexion
aux équipements biomédicaux

110 lits de réveil - Connexion aux
équipements biomédicaux

Plusieurs centaines de postes :
anesthésie, réveil, soins
intensifs, etc.

W MEDICAL

Visiter la Picardie en un clic

Ces dernières années, l'émergence de nouveaux modes de consommation liés au développement d'Internet a profondément impacté le secteur du tourisme. Au point que le Web est devenu le médium privilégié des Européens pour le choix et la préparation de vacances. Un phénomène qui génère de réelles opportunités pour la Picardie, destination de courts séjours par excellence.

« L'e-tourisme est de plus en plus plébiscité sur les marchés français, britannique et néerlandais qui constituent nos principales cibles », indique Jean-Philippe Gold, directeur du Comité régional du tourisme de Picardie (CRT). « Cette évolution nécessite le déploiement de nouveaux outils de distribution et de vente qui conforteront notre région dans son rôle de destination de proximité ».

Dans cette optique, les acteurs régionaux du tourisme (Comités régional et départementaux, offices de tourisme), en partenariat avec l'État et le réseau consulaire, ont développé un système innovant de gestion des disponibilités et de réservation en ligne : « Reservation-picardie.com constitue une « place de marché », poursuit le di-

recteur. « Il s'agit d'une base de données commerciale donnant accès, en temps réel, aux disponibilités des hébergements et des activités proposées en région. Ce concept est différent d'une centrale de réservation, les partenaires institutionnels n'interférant pas dans la transaction entre l'Internaute et le vendeur ».

Une mise à jour quotidienne

Nécessitant une mise à jour quotidienne des disponibilités des prestataires, le service est proposé en contrepartie d'un abonnement annuel, calculé en fonction de la capacité d'hébergement.

« Reservation-picardie.com » a bénéficié d'un co-financement européen pour un montant total de 800 000 euros environ, soit la moitié du budget nécessaire à sa mise en œuvre. Selon les prévisions de ses créateurs, ce dispositif devrait fédérer, en 2012, quelque 600 acteurs, dont 500 hébergements et 100 gestionnaires d'activités ou de visites. Un chiffre qui devrait être dépassé selon Jean-Philippe Gold, le système ayant fait la preuve de sa capacité à transformer les visites virtuelles en séjours réels.

Financement de l'UE

800 000 €
pour Réservation-
picardie.com



L'entreprise Dinamic

L'entreprise Dinamic propose aux PME d'accroître leur compétitivité.

DINAMIC, Dispositif intégré d'appui méthodologique à l'innovation et à la compétitivité, fournit aux entreprises un accompagnement méthodologique adapté à la problématique de performance qu'elles rencontrent.

Dinamic propose aux PME/PMI adhérentes des formations à l'ensemble des équipes concernées (du directeur à l'employé) et un accompagnement par des consultants spécialisés (25 demi-journées). Ensemble, PME/PMI et consultants vont travailler sur la définition d'un plan d'action de 9 mois, adapté à la problématique de l'entreprise. « *La philosophie de Dinamic repose sur la recherche d'indicateurs de performance mesurables*, indique Alexis Minodier, membre du service Animation économique de la Chambre de commerce et d'industrie de région Picardie. *Cette démarche recouvre l'ensemble des fonctions de l'entreprise. La production bien sûr, mais aussi la recherche et développement, la straté-*

gie commerciale ou l'organisation logistique ».

Un accompagnement Dinamic se déroule en deux temps. Les quatre premiers mois sont destinés à établir un diagnostic de l'entreprise et à définir des axes d'amélioration. Les cinq mois suivants sont consacrés à l'accompagnement opérationnel des entreprises. Durant cette dernière période, PME-PMI et consultants font le suivi régulier de la mise en œuvre progressive des préconisations. L'efficacité est mesurée chaque semaine via le suivi des indicateurs de performance, les progrès sont ainsi visibles très vite.

Portée par la Chambre de commerce et d'industrie régionale, la première action Dinamic a concerné 30 PME au total, moyennant un budget global de 1 million d'euros, soutenu à hauteur de 28% par le

FEDER (premier financeur public de l'opération).

« *Le prix moyen de l'opération s'élève à 20 000 euros par entreprise. Grâce à l'aide des partenaires, le coût restant à la charge des entreprises ne dépasse pas 4 500 à 5 000 euros* », poursuit le responsable.

Déjà 85 entreprises

Financement de l'UE

280 000 €
FEDER

Fort des résultats encourageants constatés en 2009, une seconde action a été lancée en 2010 auprès de 55 entreprises. Une troisième est prévue à la rentrée 2011. 63 PME y sont attendues.



Le transfert de technologie au service de la compétitivité régionale

Un centre de transfert de technologie a été créé à Saint-Quentin pour permettre aux entreprises de gagner en compétitivité.

En Picardie, l'activité industrielle représente un cinquième environ de l'emploi salarié. Dans ce secteur, la majorité des entreprises comptent majoritairement moins de 50 salariés. Pour permettre à ces TPE et PME de gagner en compétitivité par l'optimisation de leur process (Usinage grande vitesse, plasturgie, CFAO), un centre de transfert de technologie a été créé à Saint-Quentin, dans l'Aisne.

Baptisée Plate-forme technologique (PFT) Innovaltech, cette structure, financée par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le Conseil régional de Picardie et les entreprises utilisant ses services, vise à « favoriser le développement en commun de produits de services et de formations, contribuant ainsi à l'innovation et à la croissance des entreprises régionales ».

Cette stratégie a été rendue possible grâce à la mutualisation des moyens et des équipes de plusieurs établissements d'enseignement et de recherche », selon Dominique Haye, directeur opérationnel de la PFT.

En termes d'activités, la plate-forme technologique offre ainsi des formations destinées aux jeunes et aux salariés, des expertises et des prestations de R&D.

Des prestations spécifiques pour les entreprises

Portée par le lycée Condorcet de Saint-Quentin, la PFT a développé, à partir de 2007, de nouvelles actions d'accompagnement des PME - PMI dans l'utilisation des technologies composites. Des services qui peuvent prendre la forme de forma-

tion, initiale ou continue, mais également de prestations spécifiques pour les entreprises.

Accompagnée à hauteur de 360 000 euros par l'Europe, soit la moitié de l'investissement matériel réalisé, la plate-forme technologique de Saint-Quentin a par ailleurs lancé une action d'innovation-formation portant sur le process d'assemblage par impulsion magnétique (TIM ou Technologie par impulsion magnétique).

L'objectif de cette opération est de sensibiliser les entreprises régionales, de développer de nouvelles compétences et de contribuer à la pertinence de cette technologie et de ses applications.

Financement de l'UE

360 000 €

soit la moitié de l'investissement matériel réalisé



Une politique de formation pour l'insertion par l'activité économique

Le champ de l'Insertion par l'activité économique ou IAE est aujourd'hui considéré comme un secteur économique à part entière. Cette branche regroupe une multitude de structures agissant soit dans le secteur marchand, soit dans le champ du social, dans des secteurs aussi variés que le bâtiment, les espaces verts, la sous-traitance ou les services à la personne.

Cette grande hétérogénéité rend particulièrement complexe la mise en œuvre de politiques de formation et de développement des compétences. C'est pourquoi, en 2004, les acteurs régionaux de l'IAE, fédérés au sein du Groupement régional de l'insertion par l'économique en Picardie (GRIEP), ont conclu avec l'État une convention EDDF (Engagement de développement de la formation) puis EDEC en 2007 (Engagement de développement des emplois et des compétences), dont la maîtrise d'œuvre a été confiée à l'Agefos-PME Nord Picardie. Cet OPCA fédère en effet une quarantaine de branches professionnelles, toutes concernées de près ou de loin par la question de l'insertion économique : « Concrètement, ce dispositif vise deux

objectifs principaux, explique Henri Colchen, délégué départemental de l'Agefos-PME Nord Picardie. D'une part, il s'agit de qualifier et de professionnaliser les permanents des structures en région et d'autre part, d'augmenter le niveau de qualification et donc d'employabilité des personnes en insertion. Ce qui implique le développement d'actions de lutte contre l'illettrisme, de renforcement des savoirs de base ou de formations préparant à un métier ».

Offres de formations

Elaborée en concertation avec les acteurs de ce secteur, cette politique s'est traduite par la création d'une offre complète de

formations répondant aux besoins des entreprises et de leurs salariés (encadrants techniques, personnels chargés du suivi des bénéficiaires), ainsi qu'à ceux des personnes en insertion. Pour la seule année 2009, quelque 388 000 euros (dont 126 000 euros financés par le FSE) ont été consacrés à ce programme. Depuis son lancement, l'EDEC IAE a permis de dispenser près de 59 000 heures de formation et de former plus de 5 000 personnes en Picardie.

Financement de l'UE

126 000 €
FSE



Soutien aux activités économiques



De l'élevage au tourisme

A la frontière de l'Oise et de la Somme, dans la vallée des Evoissons, Isabelle et Marc Blarel font partie de ceux qui ont choisi de partager leur passion pour l'élevage et le terroir en proposant une offre d'hébergement insolite.

« A deux pas du potager et de la ferme familiale, ils ont ainsi installé six tentes luxueuses de 45 m², pouvant accueillir jusqu'à six personnes au maximum. Ce concept a été développé par le réseau "Un lit au pré", auquel nous avons adhéré en 2009, et qui regroupe à peine une dizaine de petites exploitations en France, indiquent les éleveurs. L'idée est de proposer du camping haut de gamme à la ferme, grâce à ces tentes bâties sur un plancher massif et dotées d'un poêle à bois permettant de chauffer l'intérieur ou de cuisiner ».

Découvrir les blondes d'Aquitaine

A la tête d'un cheptel d'une centaine de blondes d'Aquitaine, une race de vaches à viande connue pour leur docilité, les éleveurs offrent donc aux visiteurs de profiter

des activités de la région, de découvrir le métier d'éleveur, mais aussi de goûter aux produits du terroir. Au sein de la ferme, les propriétaires ont en effet ouvert un espace dédié aux produits de la ferme et aux spécialités locales :

« Ce magasin permet à ceux qui le souhaitent de ne pas avoir à se déplacer, insiste Isabelle Blarel. Nous vendons notre viande (en bocaux), des légumes, des œufs ou encore du cidre provenant des exploitations proches. Ces produits sont très appréciés des touristes en quête de nature que nous accueillons ici, d'avril à octobre ».

Si le projet a permis une diversification de l'activité de l'exploitation, celui-ci a eu un coût important : 45 000 euros au total.

« Outre l'achat des tentes, il a fallu construire le système sanitaire, faire passer les réseaux et résoudre la question de l'assainissement. Sans compter la quinzaine de vélos que nous avons acheté pour nos visiteurs », complète Marc Blarel, ajoutant que le projet avait pu bénéficier d'un soutien du FEADER de l'ordre de 9 000 euros. Un soutien justifié, le camping affichant souvent complet en été.

Financement de l'UE

9 000 €
FEADER

Pour en savoir plus
www.unlitaupre.fr
Tél ; 01 41 31 08 00
Ferme.blarel@wanadoo.fr



En Thiérache, une maison pour les projets des créateurs d'entreprise

Fondée en 1998 à Vervins, la Maison des entreprises de Thiérache et de la Serre (METS) est une structure d'accompagnement, dédiée à la création - reprise d'entreprise.

Agissant au cœur d'un territoire économiquement fragile, la maison des entreprises de Thiérache et de la Serre déploie son action sur le territoire de six communautés de communes, en assurant :

■ Un accueil de premier niveau des porteurs de projet, qu'elle oriente et accompagne tout au long du processus de création / reprise. Des chargés de mission spécialement formés aident les créateurs dans l'élaboration de leur business plan ou la constitution du dossier de prêt d'honneur, la METS étant le relais officiel de la plate-forme Aisne Initiative en Thiérache.

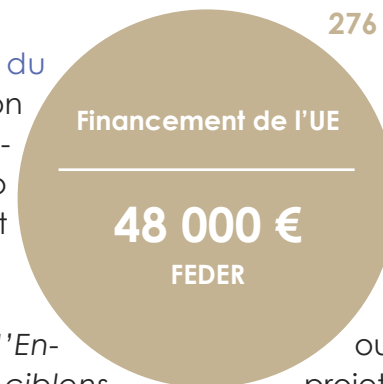
■ Un suivi des créateurs et repreneurs durant les trois premières années d'activité afin de réduire le taux de défaillances

d'entreprise. A cette fin, une fiche personnalisée, permettant de mesurer l'évolution des TPE en termes de chiffres d'affaires, de charges ou de marges.

■ L'animation économique du territoire, grâce à l'organisation d'ateliers thématiques, de réunions d'information et d'un Club des créateurs, le seul existant à ce jour en Thiérache.

« Dans le cadre du dispositif J'Entreprends en Thiérache, nous ciblons prioritairement les TPE, industrielles, artisanales ou commerciales qui constituent l'essentiel du maillage économique local », explique Patrice Molenda, le directeur de la METS.

Pour cette action, la METS dispose d'un budget 192 000 euros, financés à 25% par le FEDER.



En 2010, les services de la METS ont accueilli 276 porteurs de projet. Grâce aux conseils prodigués par la structure, 58 d'entre eux ont choisi de sauter le pas et de créer (44 projets) ou de reprendre une société (14 projets). Un résultat obtenu avec une équipe composée d'une assistante, d'un directeur et de cinq chargés de mission, spécialisés en création/reprise d'entreprise, chargés de la valorisation du terroir et du système productif local de Thiérache.



Adom Services : agir pour le maintien à domicile

Dans l'Oise, comme dans l'ensemble de la région Picardie, l'évolution de la pyramide des âges a rendu nécessaire la mise en œuvre de nouveaux services permettant aux personnes âgées ou en situation de handicap, de rester à domicile.

C'est pourquoi, l'association Adom Services, spécialisée dans les services à la personne, a souhaité proposer une nouvelle offre de services en zone rurale, plus précisément dans les cantons de Méru et de Neuilly-en-Thelle.

Afin d'analyser la pertinence et la viabilité de ce projet, l'association a embauché, en 2010, un coordinateur chargé de recenser les besoins et l'offre déjà présente sur le territoire. Durant cinq mois, celui-ci s'est employé à élaborer le plan de financement de l'association pour les trois premières années d'exercice et également à mettre en place les outils informatiques nécessaires à la prise en charge des bénéficiaires de services, ainsi qu'à la gestion de l'association.

« Dans le cadre de sa mission, le coordinateur a été épaulé par un cabinet spécialisé, qui a apporté son expérience au niveau du plan de développement, du positionnement du service ou de la mise en place des outils marketing », indique Bruno Lurois, trésorier d'Adom Services.

Une antenne de l'association sera créée à Bornel

Au total, la création de ce poste en CDD a mobilisé un budget de 23 000 euros, financé à 50% par le FSE. Une somme qui a permis à l'association de se structurer et de faire évoluer son projet initial : « Après avoir mené à bien son étude en 2010, nous avons décidé de nous ados-

ser à une association déjà existante. En l'occurrence, l'Association nogentaise d'aide à domicile (ANAD), qui intervient sur le secteur de Nogent-sur-Oise.

Trois de nos membres sont entrés au conseil d'administration de l'ANAD et en septembre 2011, une antenne de l'association sera créée à Bornel. L'objectif fixé est donc atteint », se félicite Bruno Lurois.

Financement de l'UE

11 500 €
FSE



Une maison médicale pour garantir l'offre de soin

En Picardie, la lutte contre la désertification médicale est devenue une priorité majeure des politiques régionales de santé.

Avec 9 généralistes pour 10 000 habitants, la région est en effet caractérisée par une densité bien inférieure à la moyenne nationale. Sur le territoire de la Communauté de communes de Charly-sur-Marne, au sud de l'Aisne, ce chiffre est encore plus faible : entre 6,5 et 8,5 selon les secteurs. C'est pourquoi, afin de garantir une offre de soins complète aux habitants, la commune de Chézy-sur-Marne a entrepris en 2007, la création d'une maison médicale pluridisciplinaire.

Au coeur de la commune

Basée dans un immeuble communal réhabilité, ce centre accueille, en plein centre-bourg, des généralistes, ainsi qu'un cabinet dentaire : « *Ce chantier s'inscrit dans une démarche globale qui visait à regrouper sur la place, non loin de la phar-*

macie de la rue principale, la maison médicale, la poste et un magasin d'alimentation. Et ainsi éviter les déplacements aux habitants, surtout aux plus âgés. Notre commune compte en effet 170 résidents de plus de 70 ans (10% de la population). De plus, cette opération a permis d'offrir de meilleures conditions d'exercice aux praticiens, qui, auparavant, devaient partager leurs locaux », explique Jean-Claude Bereaux, maire de Chézy-sur-Marne.

Cinq logements dont deux accessibles aux personnes à mobilité réduite

Doté de murs végétaux et couvert d'un bardage bois, l'immeuble est conforme aux normes de la Haute performance environnementale (HPE). Cinq logements y ont par ailleurs été aménagés, dont deux

accessibles aux personnes à mobilité réduite : « *Un espace de mémoire a également été développé afin de valoriser les personnalités célèbres de la commune »,* poursuit le maire.

Pour mener à bien son projet, la commune a sollicité le concours de fonds régionaux et européens. La création de la maison médicale a représenté un investissement de 342 800 euros, dont 40 000 euros environ apportés par le FEDER au titre du programme « Améliorer l'offre de service en milieu rural ». Au total, le coût du projet s'est élevé à 1,76 million d'euros, co-financés par la commune avec le soutien des collectivités locales et de l'État.

Financement de l'UE

40 000 €
FEDER



Technologie de l'information et de la communication



Internet au service de la création et de la reprise d'entreprise

Offrir un accompagnement personnalisé des créateurs et repreneurs d'entreprise grâce à Internet. C'est ce que la Chambre de commerce et d'industrie d'Amiens a souhaité mettre en œuvre en développant la plateforme « Porteursdeprojet.com ».

Porteursdeprojet.com a pour vocation d'offrir, à chaque étape du projet, un espace de travail individualisé et interactif aux futurs chefs d'entreprises, qu'ils soient créateurs ou repreneurs, via un accompagnement de professionnels et de spécialistes, détaille Olivier Leclecrq, responsable Informatique, Internet et Télécoms à la CCIT Amiens-Picardie.

Rassemblant l'ensemble des informations nécessaires à la concrétisation et au développement des entreprises, le site offre ainsi un espace de travail personnalisable et entièrement sécurisé, permettant aux porteurs de projet et à leurs conseillers de communiquer. Messagerie, calendrier, étapes de suivi, fiches de diagnostics... les

fonctionnalités développées couvrent l'ensemble des besoins du futur entrepreneur : « Au départ, chaque porteur de projet est aidé par un référent généraliste tout au long du processus de création / reprise, divisé en différentes étapes et sous étapes. Les documents sont téléchargeables et modifiables afin de permettre aux utilisateurs de les envoyer ou de les modifier facilement », explique quant à lui Dominique Schockaert, conseiller en entreprise à Amiens.

Déjà un prix

Le site porteursdeprojet.com a été développé moyennant quelque 23 700 euros,

financés par la CCIT Amiens-Picardie (20%), le Conseil régional de Picardie (30%) et le FEDER (50%).

En 2010, la plateforme a été récompensée lors de la 4^{ème} édition de CCI-PRO, le « marché des méthodes de développement des entreprises et des territoires », où elle a obtenu le prix du public. Une initiative qui rencontre donc un franc succès, une dizaine de Chambres de commerces et d'industrie territoriales ayant, à leur tour, choisi d'utiliser le site.





Porteurs de projet ?

Vous êtes un porteur de projet picard ?

Ce site est fait pour vous. Rapprochez vous de la CCIT Amiens-Picardie pour établir votre parcours et ainsi suivre son évolution sur ce site.

A bientôt ...

Calendrier

◀	septembre	▶				
L	M	M	J	V	S	D
			1	2	3	4
5	6	7	8	9	10	11
12	13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28	29	30		

Bienvenue sur Porteurs de projet

La CCIT Amiens-Picardie et le Conseil régional de Picardie sont heureux de vous accueillir sur ce nouvel outil.

Cette plateforme, créée par la CCIT Amiens-Picardie, est destinée aux porteurs de projet de création ou reprise d'entreprise. Elle met à disposition de chaque porteur de projet un espace de travail personnel et individualisé avec un accès sécurisé.

Le porteur de projet et le conseiller définissent les étapes et sous étapes du parcours qui tiennent compte de chaque situation individuelle et des besoins propres à chaque projet. Pour chaque étape du parcours un ensemble de ressources sont mises à disposition sur la plateforme. Le porteur de projet peut ensuite travailler à son rythme chez lui, dans l'espace ressource de la CCIT Amiens-Picardie ou à distance avec chaque conseiller.

Pour vous inscrire ... n'attendez pas ... prenez contact avec l'Espace Entreprendre de la CCIT Amiens-Picardie : entreprendre@amiens-picardie.cci.fr

Actualité sectorielle - 07/01/2010

Domiciliaire : précisions sur la procédure d'agrément

Actualité de la transmission/reprise d'entreprise - 07/01/2010

Transmettre son entreprise du BTP

Identifiez-vous

Utilisateur

Mot de passe

Valider

[Mot de passe oublié ?](#)



Synapse Picardie, l'informatique pour tous

La maîtrise de l'outil informatique constitue une condition sine qua non d'insertion professionnelle et sociale. C'est en partant de ce postulat que des acteurs du secteur social ont décidé de créer, en 2009, l'association Synapse Picardie, « un facilitateur d'accès à l'informatique ».

S'adressant aux publics les plus éloignés des nouvelles technologies, Synapse Picardie a choisi d'articuler son action autour de trois volets principaux : l'initiation à l'informatique, la formation des demandeurs d'emploi à l'utilisation de l'outil Internet et enfin, l'équipement des familles. Autant d'actions permettant de lutter contre la fracture numérique : « *Labellisé "Picardie en Ligne" notre atelier "initiation" propose aux personnes à revenus modestes d'être formées au fonctionnement et aux usages de l'informatique, indique Jean-Pierre Motte, le directeur. Notre objectif est de leur faire acquérir une réelle autonomie dans un domaine, qui, a priori, leur paraît inabordable* ».

Dans le cadre de son atelier "Formation", Synapse Picardie intervient auprès des ateliers et chantiers d'insertion, afin de familiariser les salariés à la réalisation de

démarches administratives sur le Web ou aux nouvelles techniques de recherche d'emploi.

Des ordinateurs pour les familles modestes

Pour parfaire sa démarche sociale et solidaire, l'association s'est dotée d'un atelier de reconditionnement, où des ordinateurs réformés sont remis à neuf, avant d'être distribués gratuitement à des familles modestes ou des personnes en insertion : « *Une fois le matériel remis en état, il est équipé de logiciels libres (Linux Ubuntu). Une carte de maintenance est également proposée aux bénéficiaires pour les accompagner dans l'utilisation de leur ordinateur et en cas de dysfonctionnement* », complète Jean-Pierre Motte.

Plus de mille familles équipées

Au total, Synapse Picardie a distribué quelque 400 postes en 2010 et plus de 730 depuis sa création. D'ici 2012, plus de 1000 familles devraient bénéficier de ses services.

Financement de l'UE

250 000 €
FEDER

Basée à Amiens, mais agissant sur l'ensemble du département de la Somme, l'association bénéficie du soutien des collectivités locales, de financements privés et du concours de l'Europe. Son budget, qui avoisine 670 000 euros annuel, est financé à hauteur de 250 000 euros environ par le FEDER.



L'Aisne supprime les zones blanches

En une décennie à peine, la téléphonie mobile a couvert la quasi-totalité du territoire picard. Restent quelques zones blanches, qui, jugées non rentables par les opérateurs de téléphonie mobile, demeurent privées d'antennes relais.

Pour garantir une égalité d'accès aux services mobiles et lutter contre les risques d'accroissement de la fracture numérique, le Conseil général de l'Aisne a entrepris de compléter la couverture du territoire départemental en construisant 14 sites pour couvrir les zones blanches définies par l'État. « *Après une première opération qui a permis de couvrir 35 communes, le Conseil général a accepté d'être à nouveau maître d'ouvrage pour la construction de 14 sites qui couvriront 16 communes complémentaires. Ainsi, toutes les communes reconnues "zones blanches" par l'État bénéficieront d'une couverture en téléphonie mobile* », indique Denis Collet, technicien aménagement numérique au sein du Conseil général.

Un site pour couvrir 16 communes

Pour mener à bien l'opération, le Conseil général de l'Aisne met ainsi à la disposition des opérateurs, des emplacements et des infrastructures passives nécessaires à la couverture de ces zones. Charge à eux d'assurer leur fonctionnement et leur maintenance dès la livraison des pylônes, soit à partir de 2012 : « Les bénéficiaires directs de ces infrastructures seront les particuliers et entreprises localisées sur ces communes. Les zones seront couvertes en technologie GSM (2^{ème} génération : 2G), mais les opérateurs doivent s'efforcer de tout mettre en œuvre pour fa-

ciliter l'accueil de la technologie UMTS (3^{ème} génération : 3G) », poursuit Denis Collet.

Grâce au soutien de l'État et du Conseil régional de Picardie, le Conseil général de l'Aisne consacrera 2 millions d'euros à la résorption des zones blanches. Il bénéficie également du soutien de l'Union européenne, qui finance 30% environ de l'opération.

Financement de l'UE

633 000 €

FEDER



Energie et environnement



Une rénovation urbaine et durable à Saint-Quentin

L'Office public de l'habitat du Saint-quentinois a entrepris un programme ambitieux portant sur la réhabilitation de 347 logements collectifs du quartier Alembert, en zone urbaine sensible. Mené en collaboration avec l'Anru, l'Europe et les collectivités territoriales, ce projet vise à améliorer les performances thermiques de huit bâtiments de 6, 8 ou 15 étages.

Achevé en 1974, soit avant l'apparition de la première réglementation thermique, cet ensemble affichait des consommations énergétiques importantes (classes énergétiques D, E, voire F). Le programme de rénovation, qui prévoit notamment un renforcement des isolations par l'extérieur et le changement des huisseries, devrait permettre de réduire ces dépenses de 60% à 70% environ : « Cette opération doit transformer ces logements de conception ancienne en bâtiments basse consommation (BBC), indique Robert Renard, directeur général de l'OPH. Selon nos estimations, ces travaux se traduiront par une économie de 200 à 400 euros annuels pour les habitants de ce quartier où les difficultés sociales sont nombreuses ».

Pour définir les contours du projet, l'OPH de

Saint-Quentin a fait appel à un cabinet d'assistance à maîtrise d'ouvrage, dont les compétences se sont « avérées indispensables. La taille de l'office public ne nous permettant pas de disposer des compétences spécialisées en interne », selon le directeur.

Une concertation avec les habitants

Reste que le projet ne s'est pas limité à la seule performance thermique des bâtiments. Une concertation avec les habitants a en effet été menée afin de définir les améliorations pouvant être apportées au quartier. Résultat : la rénovation thermique du bâti s'est accompagnée d'un travail sur les halls d'entrée,

les balcons, la sécurisation des caves, l'amélioration du système de tri sélectif et même, les fonctionnalités des appartements : « Ce projet devait tenir compte des évolutions des modes de vie afin d'être une opération exemplaire pouvant être dupliquée à l'ensemble de ce quartier de 1500 logements », note Robert Renard.

Au total, l'opération de réhabilitation a nécessité un investissement de 10,6 millions d'euros, soit un coût moyen de 30 700 euros environ par logement. Actuellement en phase d'appels d'offres, le projet devrait être achevé courant 2013.

Financement de l'UE

668 700 €

FEDER



Restaurer les roselières pour sauvegarder le butor étoilé

Autrefois familier des marais et de leurs roselières, le butor étoilé est aujourd'hui gravement menacé. En Europe, la population de cet échassier brun, cousin du héron, aurait chuté en trente ans de 40% et de 90% en Picardie !

Présent sur le littoral, où l'on ne recense plus qu'une dizaine de mâles chanteurs, le butor étoilé fait l'objet d'un plan de sauvegarde, décliné en région par les services de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement. « Ce programme de préservation s'inscrit dans une stratégie plus large de restauration des roselières. Sur le littoral, ces espaces sont de véritables réservoirs de biodiversité. Au total, ils couvrent pas moins de 380 hectares. Le potentiel de restauration étant très important, le syndicat mixte Baie de Somme grand littoral picard, qui est en charge de l'animation du projet Natura 2000 sur la côte, a souhaité s'inscrire dans ce plan », explique Yann Dufour, chargé de mission au syndicat mixte.

Concrètement, le programme repose sur l'analyse de l'état des sites, puis sur la mise en œuvre d'un plan d'action adapté, comprenant notamment des opérations de coupe et de dessouchage (fourrés de saules notamment), ainsi que la restauration hydraulique des espaces.

En 2010, une opération a ainsi été menée sur le marais d'Arry, situé à l'est de la commune de Rue, et dont les trois hectares ont été entièrement réhabilités. « Le but de ce type d'opérations est d'optimiser le fonctionnement écologique des roselières afin d'accroître leur potentiel d'accueil pour les espèces, en particulier lors de la période de nidification. Le programme

prévoit aussi des actions de sensibilisation auprès des propriétaires de site et même du grand public », insiste Yann Dufour.

Restauration totale de 15 hectares de marais

Financement de l'UE

160 000 €

FEDER

D'ici trois ans, le syndicat mixte Baie de Somme grand littoral prévoit la restauration totale de 15 hectares de marais (30 hectares en entretien). 400 000 euros seront consacrés au programme. Le financement, auquel le FEDER contribuera à hauteur de 40%, sera également assuré par l'Agence de l'eau, le Conservatoire du littoral et le Conseil général de la Somme.



Un parc éolien 100% public à Montdidier

En juin 2010, la commune de Montdidier (6 500 habitants) a démarré l'exploitation du parc du « Moulin à cheval », considéré comme le premier parc éolien public de France.

Installée aux portes de la ville, cette centrale se compose de quatre machines Vestas de 2 MW, capables de générer 19 GWh par an et de couvrir la moitié des besoins électriques de la population de Montdidier. Ayant bénéficié de l'appui des collectivités locales et du FEDER, ce projet de 11 millions d'euros a été financé grâce à l'apport en fonds propres de la régie communale et à un emprunt à long terme d'une durée de quinze ans. Grâce à l'obligation d'achat du courant par EDF à un tarif garanti, la centrale devrait générer un revenu annuel d'exploitation, compris entre 1 et 1,8 million d'euros. Un bénéfice qui permettra l'amortissement des installations en une dizaine d'années environ : « Avec ce parc, nous démontrons que les collectivités peuvent s'approprier la question de l'énergie et en faire un axe de développement local, témoigne Catherine Quignon-Le-

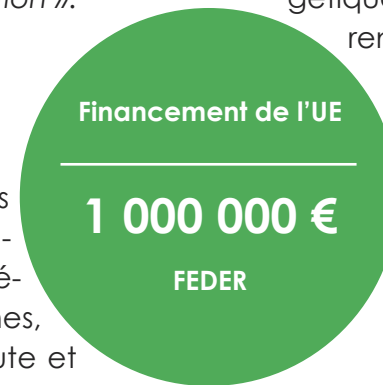
Tyrant, maire de Montdidier. En tant que "ville pilote en maîtrise de l'énergie", nous réinjectons en effet les bénéfices issus de l'exploitation dans le financement de notre politique d'efficacité énergétique. Cette stratégie contribue aussi à faire accepter le projet par la population ».

De nouvelles opérations d'urbanisme durable

Concrètement, les ressources tirées du parc seront consacrées à la modernisation des réseaux (enfouissement des lignes, amélioration des réseaux haute et basse tension), ainsi qu'à la conduite de nouvelles opérations d'urbanisme durable. Elles viendront également abonder les dispositifs d'aide à l'installation de systèmes de chauffage et de production d'eau

chaude performants pour les particuliers, ainsi qu'aux campagnes de sensibilisation menées en direction des habitants.

D'ici 2015, l'objectif de Montdidier est de couvrir la moitié des consommations énergétiques de la ville à partir des énergies renouvelables.





REGIE COMMUNALE de MONTDIDIER
Z.I. La Roseraie - BP90041
80500 Montdidier
Tél. : 03 22 78 74 70

PARC EOLIEN DU MOULIN A CHEVAL

MATHIEU (E3)

MATHEU est un parc éolien de 10 éoliennes MATHEU. Mon entreprise est le premier fabricant et installateur français de parcs éoliens. Aujourd'hui pour la première fois en France, des éoliennes produisent de l'électricité directement pour les particuliers. Pour le moment beaucoup se demandent si on en voudrait faire le choix ? Et si seulement c'est un choix à faire, à quel moment, quand on veut passer à l'action ?

Cette éolienne est située sur un terrain appartenant au Centre Hospitalier de MONTDIDIER

Les grandes étapes de la construction



Accès à l'emploi



Le collège César Franck ouvre les portes de la réussite scolaire

Qu'elles peuvent paraître longues les vacances lorsque l'on n'a comme seul horizon que les murs de son quartier ! Pour remédier à l'ennui, tout en luttant contre le décrochage scolaire, le collège César Frank d'Amiens a choisi de s'impliquer dans le programme de l'École ouverte.

Initié dans l'académie d'Amiens à la fin des années 1990, le programme École ouverte propose d'ouvrir les portes des établissements durant le samedi ou les vacances scolaires afin d'y accueillir les jeunes et de leur proposer un programme d'activités éducatives : « Au sein de notre établissement, cinq sessions sont organisées chaque année, indique Bertrand Cuvelier, principal adjoint. En août, une semaine de liaison CM2 - 6^{ème} a lieu ; à la Toussaint, un stage de citoyenneté pour les délégués de classe se tient à Fort-Mahon ; à Pâques, une semaine de préparation au diplôme national du brevet (DNB) est organisée et en juillet, nous proposons un stage d'anglais à destination des élèves de 6^{ème}, 5^{ème} et 4^{ème} ».

A noter que ce programme est complété, entre les mois de mars et de juin, par une

série de dix sessions de soutien scolaire organisées le samedi matin « afin de permettre aux élèves de 3^{ème} de mieux appréhender les épreuves du DNB », selon le principal adjoint.

« Volontariat des élèves et des enseignants »

Bien entendu, l'École ouverte repose entièrement sur la base du volontariat des élèves, mais aussi des personnels enseignants : « Ce dispositif connaît un réel succès, notamment parce que, parallèlement aux actions pédagogiques, des sorties ou des activités culturelles sont aussi organisées », poursuit le responsable. Soutenu à hauteur de 50% par le FSE, ce dispositif donne donc entière satisfaction à l'ensemble de la commu-

nauté éducative du collège. Celui-ci a d'ailleurs fait la preuve de son efficacité, comme en témoignent les résultats aux épreuves du brevet des élèves volontaires : « Ces collégiens obtiennent de meilleures notes. Surtout, l'École ouverte leur donne la possibilité d'atteindre leurs ambitions, qui sont très fortes », conclut Bertrand Cuvelier.

Financement de l'UE

35 597 €

FSE



L'insertion professionnelle grâce à l'artisanat

Permettre aux jeunes et aux demandeurs d'emploi de s'insérer dans le monde professionnel, tout en valorisant l'image de l'artisanat : c'est l'objectif que poursuivent, depuis 2009, les partenaires du Réseau d'entreprises intégratrices de Picardie (REIP).

Le Réseau d'entreprises intégratrices de Picardie vise à mettre en relation des publics en recherche d'orientation ou d'emploi et des entreprises volontaires. Coordonné par la Chambre de métiers et de l'artisanat de la Somme, le REIP regroupe une quinzaine d'acteurs locaux de l'emploi et de l'insertion (Missions locales, Maisons de l'emploi et de la formation, Pôle Emploi...) chargés d'identifier les futurs stagiaires et de les orienter vers le dispositif : « Concrètement, le Réseau s'articule autour de trois sites Internet, donnant accès à une base de données de mise en relation de l'offre et de la demande de stage. Cet outil valorise réellement les entreprises et les partenaires de la démarche. Une plate-forme de travail collaborative est également à leur disposition afin de faciliter les échanges d'informations », explique Véronique Debuigny, conseillère en charge de la coordination du REIP.

566 entreprises impliquées

En deux ans seulement, le REIP a fait la preuve de son efficacité. Testé dans la Somme, il a été progressivement étendu aux départements de l'Aisne et de l'Oise : « En 2011, 566 entreprises sont impliquées dans le réseau, contre 81 en 2009. De même, le nombre d'offres de stage a été multiplié par près de 10 pour atteindre 980. Quant aux demandes, elles sont passées de 27 à 792 actuellement », s'enthousiasme la coordinatrice.

Doté d'un budget de 493 500 euros sur trois ans, dont 45% financés par le FSE, le Réseau d'entreprises intégratrices de Picardie est mené en partenariat avec cinq pays européens. Ce cercle, qui fédère notamment le Royaume-Uni et la Lettonie, s'élargira bientôt à l'Espagne, la

Roumanie et la Hongrie : « Ce projet imaginé dans le cadre du programme Equal (portant sur la lutte contre les discriminations dans le monde du travail) a une dimension européenne forte. Pour l'heure, cinq pays de l'Union européenne ont signé une convention et deux entreprises ont intégré le réseau mais ce chiffre devrait fortement augmenter dans les prochains mois ».

Financement de l'UE

222 075 €

FSE



L'Aisne favorise le retour à l'emploi des bénéficiaires du RSA

Personne n'est inemployable. C'est en partant de ce principe que le Conseil général de l'Aisne a décidé de déployer, à partir de 2002, une méthode innovante visant à permettre aux publics les plus en difficulté, notamment aux bénéficiaires du RSA, de retrouver le chemin de l'emploi.

Baptisée Intervention sur l'offre et la demande, ou IOD, cette méthode conçue par l'association Transfer, vise à optimiser l'accès à un emploi durable (CCD de 6 mois ou plus ; CDI) par l'encadrement des parcours : « Dans un premier temps, nous ciblons les besoins du recruteur pour l'amener à reconsidérer ses demandes en expérience et en qualification, souvent trop exigeantes au regard de la nature des tâches à effectuer », explique Bruno Douçot-Rubigny, directeur d'Aisne action emploi. Après un entretien d'embauche, réalisé directement sur le poste de travail, nous mettons en place une phase d'intégration avec un référent au sein de l'entreprise pour accueillir le candidat. Cette démarche permet de contrebalancer le déficit de formation des

demandeurs d'emploi. Le mot d'ordre de l'IOD n'est donc pas le recrutement mais bien l'intégration du salarié ».

Plus de 6090 des bénéficiaires connaissent une sortie positive

Appliquée sur deux territoires (Soissons et Saint-Quentin) où le niveau de qualification des bénéficiaires est majoritairement très faible (56 % d'infra V) et la durée d'inscription dans le RMI/RSA, importante (66 %), la méthode a fait ses preuves. Selon les statistiques menées en 2010, plus de 60% des bénéficiaires connaissent une sortie positive du dispositif (CDD de plus de six mois et CDI).

Ces bons résultats ont convaincu le Conseil général de l'Aisne de reconduire le dispositif jusqu'en 2013. Selon les prévisions, 420 à 450 personnes devraient pouvoir en bénéficier et 240 obtenir un contrat durable. Le budget alloué sur la période se montera à 1,3 millions d'euros, co-financés par l'Union européenne à hauteur de 640 000 euros environ.

Financement de l'UE

640 000 €



Lever les freins à la formation des femmes

Le Centre d'information sur les droits des femmes et de familles (CIDFF) œuvre pour l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Malgré les avancées obtenues ces dernières décennies, sur le marché de l'emploi, les inégalités demeurent criantes entre les hommes et les femmes. D'autant qu'aux problèmes de formation, se cumulent souvent des difficultés sociales, les femmes représentant sur le plan national, plus de 85% des parents isolés.

Afin d'apporter une réponse à ces problématiques, un dispositif baptisé « Optimiser l'accès à la formation des femmes » a été testé à partir de 2005 dans le département de la Somme et progressivement étendu à l'ensemble de la région. Porté dans l'Oise, par le Centre d'information sur les droits des femmes et des familles (CIDFF), ce dispositif visait à « œuvrer pour l'égalité des chances entre hommes et femmes concernant l'accès à la formation, à l'emploi, et réduire le nombre d'abandons de projets ou de démissions en cours de for-

mation pour des raisons financières », indique Françoise Lienard, présidente du CIDFF.

Des aides financières pour les frais de déplacement ou de garde d'enfants

Testé jusqu'en décembre 2010, le dispositif reposait sur l'octroi d'aides financières, couvrant des dépenses inhérentes à la formation tels que les frais de déplacement, d'hébergement ou de garde d'enfants.

6490 sorties positives

« Le bilan de cette action a été positif. En 15 mois, 65 dossiers ont été présentés devant la commission d'attribution. 41 ont été acceptés, dont 64% ont connu une sortie positive du dispositif. Un résultat satisfaisant, les trois quart des bénéficiaires

ayant un niveau de formation CAP ou BEP (V) », poursuit la présidente.

A noter aussi que si les formations ont concerné le domaine médical, paramédical ou des services à la personne, 10% ont été réalisées dans des secteurs peu féminisés.

Le coût global de l'opération « Optimiser l'accès à la formation des femmes » s'est élevé à 132 800 euros et a été soutenu à hauteur de 68 200 euros par l'Union européenne.

Financement de l'UE

68 000 €



Développement territorial



Santerre Haute-Somme : un levier de développement touristique et économique

Faire du Santerre Haute-Somme une destination touristique à part entière. Tel est l'objectif du Groupe d'action local (GAL) créé en 2009 à l'initiative du Pays Haute-Somme, en partenariat avec l'Office de tourisme Haute-Somme, la CCI de Péronne et l'Historial de la Grande Guerre.

Le but de ce Groupe d'action local vise à structurer la destination touristique Haute-Somme autour des thématiques "nature, patrimoine rural et mémoire". « Cette démarche doit aussi permettre une mise en réseau des acteurs du secteur et ce, dans la perspective de création du canal Seine-Nord Europe », indique Elodie Masson, animatrice du GAL Santerre Haute-Somme.

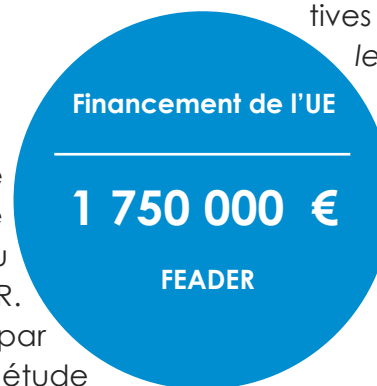
Financé dans le cadre du programme européen LEADER (2009-2013), le dispositif a obtenu un soutien du FEADER de 1,75 million d'euros, soit la moitié environ de son budget prévisionnel (entre 3,5 et 4 millions d'euros jusqu'en 2013) : « Notre stratégie, élaborée dans le cadre d'un partenariat public privé, se traduit par une politique de

valorisation d'itinéraires, de création de pôles touristiques, renforcement de la capacité et la qualité des hébergements sur le territoire du pays. Le tout appuyé par une promotion cohérente de la destination », poursuit l'animatrice.

Une vingtaine de projets

Au total, le GAL accompagne actuellement une vingtaine de projets, dont huit ont obtenu une participation du FEADER. Parmi ces derniers figurent, par exemple, la réalisation d'une étude de faisabilité pour la création d'un espace muséographique sur la thématique de Louis Napoléon Bonaparte à Ham, le déploiement d'une stratégie de relations de

presse pour la destination Haute-Somme et la filière mémoire, ou la création d'un parc accrobranche sur la commune de Roisel. Un équipement qui doit participer au développement de l'offre d'activités récréatives sur le territoire : « Il est certain que le GAL Santerre Haute-Somme constituera un levier primordial pour le développement touristique et économique du territoire dans les prochaines années », conclut Elodie Masson.





L'agglomération creilloise donne un nouveau souffle à son poumon vert

Dessinée par l'Oise en plein cœur de l'agglomération creilloise, l'île Saint-Maurice constitue, un site naturel d'exception de plus de 43 000 m². Très prisé par les habitants, le lieu demeure traditionnellement dédié à la promenade et aux manifestations culturelles et sportives, grâce aux équipements construits sur le site il y a une vingtaine d'années.

A la confluence du projet de rénovation urbaine du quartier Rouher, sur les hauts de Creil, et du projet intercommunal de Gournay-les-Usines, clé de voûte du programme de requalification des quartiers d'habitat social de l'agglomération, L'île Saint-Maurice occupe une position stratégique pour la collectivité.

« Espace dédié à la détente et aux loisirs, il constitue en effet le pivot de notre stratégie de reconquête du cœur d'agglomération plus particulièrement du quartier de la gare et des berges de l'Oise. C'est pour ces raisons que la Ville de Creil et la Communauté de l'agglomération creilloise (CAC) ont engagé une réflexion sur la mise en valeur paysagère et la requalification », indique

Capucine Jérusalémy, directrice de la prospective et du développement durable à la Communauté de l'agglomération creilloise (CAC).

Réfection des berges, remplacement des arbres en mauvais état, rénovation des équipements publics, travaux d'amélioration et de sécurisation du site... Au total, l'opération, financée à hauteur de 43% par le FEDER (1,9 million d'euros), représente un investissement total de 4,5 millions d'euros.

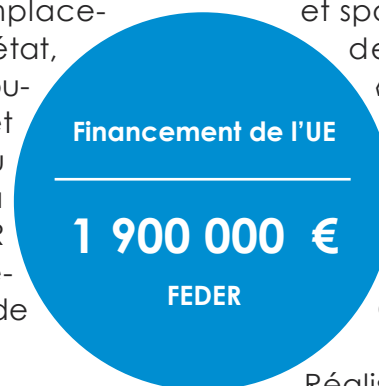
Activité de détente

Issu d'une consultation associant les habitants, associations et partenaires utili-

sateurs du site, ce programme débouchera sur la création de deux espaces complémentaires, dédiés aux activités de "détente" (aires de pique-nique, boulodrome, amphithéâtre végétalisé)

et sportives (parcours santé, terrains de jeux collectifs, city stade) :

« Dans le même temps, ce projet doit préparer l'implantation de la passerelle qui reliera le quartier Rouher au centre-ville et à la gare via le quai d'Aval », complète Capucine Jérusalémy.



Réalisé en quatre tranches, le projet de requalification devrait être achevé en 2012.



Index par thème

Compétitivité

L'informatique au service de l'anesthésie	6
Visiter la Picardie en un clic	8
L'entreprise Dinamic	10
Le transfert de technologie au service de la compétitivité régionale.....	12
Une politique de formation pour l'insertion par l'activité économique	14

Soutien aux activités économiques

De l'élevage au tourisme	18
En Thiérache, une maison pour les projets des créateurs d'entreprise	20
Adom Services : agir pour le maintien à domicile	22
Une maison médicale pour garantir l'offre de soin.....	24

Technologie de l'information et de la communication

Internet au service de la création et de la reprise d'entreprise.....	28
Synapse Picardie, l'informatique pour tous	30
L'Aisne supprime les zones blanches	32

Énergie et environnement

Une rénovation urbaine et durable à Saint-Quentin	36
Restaurer les roselières pour sauvegarder le butor étoilé	38
Un parc éolien 100% public à Montdidier.....	40

Accès à l'emploi

Le collège César Franck ouvre les portes de la réussite scolaire	44
L'insertion professionnelle grâce à l'artisanat	46
L'Aisne favorise le retour à l'emploi des bénéficiaires du RSA.....	48
Lever les freins à la formation des femmes	50

Développement territorial

Santerre Haute-Somme : un levier de développement touristique et économique	54
L'agglomération creilloise donne un nouveau souffle à son poumon vert	56

